

2. FLUX FINANCIERS

TRAITS MARQUANTS

a) Aperçu général des flux financiers destinés aux pays en développement (Tableaux 2.1.)

Les flux suisses de capitaux avaient connu une croissance très forte au cours des années 1970, non seulement en valeur nominale, mais par rapport au produit national brut. L'augmentation provenait essentiellement du secteur privé. La hausse s'est arrêtée en 1979; elle a été suivie d'un recul important. Les mouvements de capitaux privés vers les pays en développement sont néanmoins restés élevés. En 1982, on a constaté une reprise imputable toutefois à une catégorie très instable de flux privés (voir ci-après, lettres c et d).

La structure des flux financiers suisses diffère fortement de celle de l'ensemble des pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. En 1982, les capitaux privés ont représenté 91 % des flux financiers suisses vers les pays en développement (CAD: 54 %). L'aide publique au développement occupe une place marginale.

La Suisse avait pourtant légèrement accru l'aide publique au cours des années 1970, en termes réels et en pourcent du produit national brut. Elle s'était un peu rapprochée de la moyenne du CAD située à mi-chemin de l'objectif de 0,7 % fixé par les Nations Unies. Cette modeste progression est bloquée depuis 1980 par les restrictions budgétaires édictées par la Confédération et qui frappent particulièrement l'aide publique au développement.

b) Relations entre le produit national brut (PNB), les flux de capitaux privés et l'aide publique au développement (Tableau 2.2.)

Il ressort de la comparaison entre les pays membres du CAD qu'il n'existe pas de corrélation significative entre le PNB par habitant, l'importance relative des flux de capitaux privés et celle de l'aide publique au développement. Il n'y a pas non plus de lien entre ces deux dernières variables. Ce fait apparaît encore mieux lorsqu'on compare les flux émis (en proportion du PNB) par des économies de taille semblable. Les cas de la Suède et de la Suisse sont intéressants: pour les flux privés, notre pays arrive au premier rang, mais pour l'aide publique il s'est situé au seizième rang en 1982. Au cours de la même année, la Suède a occupé le huitième rang pour les flux privés et le deuxième rang pour l'aide publique au développement.

c) Flux de capitaux privés (Tableaux 2.3.)

Au cours des années 1970, les investissements de portefeuille (souscriptions d'obligations notamment) et les crédits bancaires avaient augmenté le plus fortement. Les investissements directs avaient perdu la première place, sans cesser pour autant de croître. Ce changement de structure manifestait l'extension de l'économie du crédit international.

La diminution des mouvements nets de capitaux à destination des pays en développement intervenue en 1980 a été plus marquée dans le cas de la Suisse que pour la moyenne des pays membres du CAD. Les flux suisses, qui s'élevaient encore à 2 % du PNB en 1981, sont remontés à 2,85 % en 1982. Cette augmentation est imputable aux flux bancaires, mais la statistique ne distingue pas les opérations à court et à long termes. Les mouvements de capitaux privés de l'ensemble du CAD, qui avaient atteint 0,76 % en 1981, sont au contraire redescendus à 0,63 % du PNB des pays membres en 1982.

d) Répartition géographique des flux suisses de capitaux privés (Tableaux 2.4.)

L'absence d'une statistique des flux financiers aller et retour, par catégories, par branches économiques et par pays gêne considérablement l'analyse! Des chiffres déclarés par la Suisse ressortent toutefois quelques traits marquants des flux financiers privés destinés aux pays en développement:

- Traditionnellement, la majeure partie des **investissements directs** suisses se dirigeait vers quelques pays d'Amérique latine (Brésil, Mexique et Argentine) et d'Europe méridionale (Espagne). Ces pays sont fortement insérés dans l'économie mondiale et leur marché intérieur est important. Depuis quelques années, la part des pays asiatiques augmente rapidement. Les investissements directs suisses dans les pays en développement représentent, semble-t-il, environ 10 % de la valeur totale investie à l'étranger.
- Les **crédits à l'exportation** avaient beaucoup augmenté au cours des années 1970. Deux tiers des crédits garantis concernent actuellement les pays en développement. La répartition régionale des garanties dépend notamment de la taille des débouchés, du type de financement utilisé et de l'importance des risques. La baisse des crédits (spectaculaire sur le plan des versements nets), qui est intervenue depuis 1980, s'explique notamment par une certaine retenue des bailleurs de fonds. (Notons aussi que l'enregistrement tardif d'une partie des remboursements a faussé la statistique.)

- Les **emprunts sur le marché suisse des capitaux** (émission d'obligations et de reconnaissances de dettes à moyen terme) avaient connu la croissance la plus rapide au cours des années 1970. Le recul intervenu depuis 1980 concerne les emprunts bilatéraux alors que la Banque mondiale et les banques régionales de développement ont pu recourir toujours plus au marché financier suisse.
- Après une forte baisse en 1980, les **flux bancaires** ont triplé en 1981 et sextuplé en 1982. Cependant, le haut degré d'agrégation de la statistique et le mélange des opérations à court et à long termes cachent les tendances profondes. On sait que les flux bancaires à court terme subissent des variations brusques. Le rôle des banques suisses dans le recyclage des capitaux pétroliers apparaît clairement à travers quelques chiffres.

e) **Aperçu sur les relations financières avec le monde** (Tableaux 2.5.)

Selon la statistique des **exportations de capitaux soumises à autorisation** (montants de 10 millions de francs au moins) publiée par la Banque nationale suisse, les trois quarts des capitaux placés à l'étranger se dirigent vers les pays industrialisés et moins d'un quart vers les pays en développement. Cette information replace les flux financiers déclarés au Comité d'aide au développement dans leur contexte général. (Il serait encore plus intéressant de pouvoir comparer l'ensemble des exportations et des importations de capitaux!)

La Banque nationale suisse publie aussi une statistique des **avoirs et engagements à l'étranger des banques et sociétés financières établies en Suisse**. L'importance des engagements nets envers les pays pétroliers du Proche-Orient apparaît nettement. Cependant dans d'autres cas, les chiffres semblent démentir l'idée largement répandue d'une redistribution des capitaux des régions bien pourvues vers les régions où ils manquent (1). La statistique des avoirs et engagements à titre fiduciaire, qui jouent un rôle croissant, montre même l'existence du phénomène inverse!

REMARQUES

a) **Interprétation des chiffres**

Les statistiques des mouvements internationaux de capitaux sont fragmentaires. En ce qui concerne les relations financières de notre pays, la Banque nationale publie une balance (globale) des revenus. Elle four-

1. Pour permettre un examen approfondi de cette question, il serait utile de disposer d'une statistique plus détaillée des avoirs et engagements à l'étranger des banques et sociétés établies en Suisse.

nit également des indications sur les exportations de capitaux (celles qui sont soumises à autorisation) et sur les avoirs et engagements bancaires envers l'étranger (voir tableaux 2.5.).

L'administration fédérale fournit chaque année des indications détaillées, mais valables seulement pour les relations avec les pays en développement, au Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE à Paris. Le lecteur trouvera aux tableaux 2.1. à 2.4. un aperçu des chiffres rendus publics qui concernent la Suisse et l'ensemble des pays membres du CAD.

Le recensement effectué par le CAD est incomplet; il concerne principalement les opérations financières réalisées par les agents économiques des pays membres. Il en découle des distorsions importantes:

- Les statistiques indiquent essentiellement les ressources financières mises à la disposition des pays en développement. Les flux de capitaux qui résultent d'opérations financières effectuées par les résidents des pays en développement sont seulement partiellement comptés.
- Les apports nets de ressources (appelés aussi versements nets ou encore flux nets) ne correspondent pas à des transferts nets. Les remboursements et les rapatriements de capitaux sont déduits, mais pas les paiements d'intérêts et de dividendes. Les réinvestissements de bénéfices sont comptés comme des apports de ressources.

Les statistiques du CAD surestiment donc les ressources mises à la disposition des pays en développement et sous-estiment les flux inverses. Une partie des sorties de capitaux déclarés par les pays membres sont des réexportations. Cette remarque s'applique tout particulièrement à la place financière suisse.

Il est utile de se souvenir de ces distorsions au moment de consulter les tableaux statistiques. La plupart des données dont nous avons pu disposer provenant du CAD, il n'a pas été possible de modifier les définitions qu'il a adoptées. Nous avons cependant indiqué les mouvements de capitaux privés avant l'aide publique au développement. Les flux financiers les plus importants apparaissent ainsi au début.

b) Classification des pays

La classification des pays correspond également aux normes du CAD. Elle diffère sensiblement des classifications que l'ONU (ou même l'OCDE) ont retenues pour leurs statistiques du commerce international. Le monde en développement défini par le CAD est beaucoup plus grand. Il comprend aussi des pays d'Europe méridionale (Portugal, Gibraltar, Malte, Yougoslavie, Grèce, Chypre et Turquie) et deux pays socialistes d'Asie (la Chine et le Vietnam). Dans les documents du

CAD, l'Espagne ne figure désormais plus parmi les pays en développement. Il importe de tenir compte de cette différence de classification dans les comparaisons entre les statistiques du commerce (section 1) et celles des flux financiers (section 2). Pour plus de précisions, voir point 4.2.

c) Taux de change

Francs suisses pour 1 dollar :

1980: 1,6748

1981: 1,9637

1982: 2,0303

2.1. APERÇU GENERAL DES FLUX FINANCIERS DESTINES AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT

A. MOUVEMENTS NETS DECLARES PAR LA SUISSE (1980, 1981 et 1982)

Catégories	1980	1981	1982 p	1980	1981	1982 p
	En millions de francs			En % du PNB		
Capitaux privés (1)	3.981,2	3.888,5	5.847,3	2,25	2,00	2,85
Aide publique au développement (2)	423,1	465,1	489,6	0,24	0,24	0,24
Autres apports publics (3)	19,8	29,1	13,2	0,01	0,02	0,01
Apports des organismes privés bénévoles (4)	100,2	105,6	98,3	0,06	0,05	0,05
Total	4.524,3	4.488,3	6.448,4	2,55	2,31	3,15
dont flux assortis de :						
<i>conditions du marché (= 1 + 3)</i>	<i>4.001,0</i>	<i>3.917,6</i>	<i>5.860,5</i>	<i>2,26</i>	<i>2,02</i>	<i>2,86</i>
<i>conditions libérales (= 2 + 4)</i>	<i>523,3</i>	<i>570,7</i>	<i>587,9</i>	<i>0,30</i>	<i>0,29</i>	<i>0,29</i>
PNB de la Suisse	177.345	193.975	204.810	100,0	100,0	100,0

Notes :

Les catégories de flux financiers figurant dans le tableau ont été définies par le Comité d'aide au développement de l'OCDE (voir indications sous le tableau suivant).

Le **produit national brut** (PNB) de la Suisse est estimé aux prix (courants) du marché. Les chiffres figurant dans le tableau correspondent aux indications fournies par l'Office fédéral de la statistique en septembre 1983. Les pourcentages ont été calculés sur cette base.

Depuis 1979, l'OCDE inclut les **coûts administratifs** liés à la réalisation des programmes de développement dans la statistique de l'aide publique. Ces charges sont également comprises dans les montants figurant dans le tableau.

Dans les statistiques de l'OCDE, l'aide publique suisse au développement a été estimée à 0,24% du produit national brut en 1980 et 1981 (comme ci-dessus) et à 0,25% en 1982 (au lieu de 0,24% ci-dessus). La Suisse a commencé à s'acquitter de certaines contributions à des institutions internationales par l'émission de "notes" dont l'encaissement intervient ultérieurement. Dans sa réponse au questionnaire du Comité d'aide au développement concernant les versements effectués en 1982, la Suisse a cependant déjà compté les "notes".

Sources :

- DDA, *Bulletin de statistiques 1981* (tableaux 1.1. et 1.2.) et informations communiquées en septembre 1983.
- *La Vie économique*, septembre 1983.

2.1. APERÇU GENERAL DES FLUX FINANCIERS DESTINES AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT (fin)

B. MOUVEMENTS NETS DECLARES PAR L'ENSEMBLE DES PAYS MEMBRES DU CAD (1980, 1981 et 1982)

Catégories	1980	1981	1982 p	1980	1981	1982 p
	En millions de dollars			En % du PNB		
Capitaux privés (1)	40.661	55.489	45.542	0,56	0,76	0,63
Aide publique au développement (2)	27.264	25.634	27.851	0,38	0,35	0,38
Autres apports publics (3)	5.272	6.609	7.864	0,07	0,09	0,11
Apports des organismes privés bénévoles (4)	2.386	2.005	2.315	0,03	0,03	0,03
Total	75.583	89.737	83.572	1,05	1,23	1,15
dont flux assortis de :						
<i>conditions du marché</i> (= 1 + 3)	45.933	62.098	53.406	0,64	0,85	0,74
<i>conditions libérales</i> (= 2 + 4)	29.650	27.639	30.166	0,41	0,38	0,42
PNB des pays du CAD	7.212.800	7.289.100	7.239.300	100,00	100,00	100,00

Notes :

Les catégories de flux financiers figurant dans le tableau ont été définies par le Comité d'aide au développement de l'OCDE :

- Les **flux de capitaux privés** sont des apports de ressources aux conditions du marché en provenance de l'économie privée. Différentes formes de flux privés sont présentées dans les tableaux des sections 2.3. et 2.4.
- L'**aide publique au développement** (APD) représente l'ensemble des flux financiers vers les pays en développement et les institutions multilatérales de financement en provenance de fonds publics (y compris, en ce qui concerne la Suisse, les prestations des cantons et des communes). Ces prestations sont en principe fournies dans le but essentiel de favoriser le développement économique des pays en développement et elles sont accordées à des conditions de faveur. Pour les composantes de l'APD, voir les tableaux de la section 3.
- Les **autres apports du secteur public** comprennent tous les autres moyens mis à disposition des pays en développement par les collectivités publiques mais qui ne sont pas assortis de conditions de faveur. Dans le cas de la Suisse, il s'agit principalement de prêts de consolidation de dettes consentis par la Confédération.
- Les **apports des organisations privées bénévoles** comprennent les prestations accordées par des institutions sans but lucratif.

Sources :

OCDE, *Coopération pour le développement*, Examen 1982, Annexe statistique, et informations communiquées en septembre 1983.

2.2. RELATIONS ENTRE LE PRODUIT NATIONAL BRUT, LES FLUX NETS DE CAPITAUX PRIVES ET L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT

A. COMPARAISONS ENTRE LES PAYS MEMBRES DU CAD (1982) p

Pays membres du Comité d'aide au développement	Produit national brut (PNB)				Flux nets de capitaux privés				Flux nets d'aide publique			
	Montant		PNB par habitant		Montant		Part PNB		Montant		Part PNB	
	Mio \$	%	Dollars	Rang	Mio \$	%	%	Rang	Mio \$	%	%	Rang
Etats-Unis	3.059,3	42,3	13.190	3	19.099	41,9	0,62	6	8.202	29,4	0,27	15
Japon	1.060,0	14,6	8.850	13	2.929	6,4	0,28	10	3.023	10,9	0,29	13
Rép. féd. d'Allemagne	657,8	9,1	10.670	6	2.875	6,3	0,44	7	3.163	11,4	0,48	9
France (1)	540,1	7,5	9.880	10	9.093	20,0	1,68	2	4.028	14,5	0,75	5
Royaume-Uni	472,6	6,5	8.440	15	4.043	8,9	0,85	4	1.793	6,4	0,38	11
Italie	344,9	4,8	6.090	17	3.297	7,2	0,96	3	812	2,9	0,24	17
Canada	282,8	3,9	11.480	5	-359	-0,8	-0,13	16	1.197	4,3	0,42	10
Australie	154,9	2,1	10.210	8	242	0,5	0,16	12	882	3,2	0,57	7
Pays-Bas	136,7	1,9	9.550	11	905	2,0	0,66	5	1.474	5,3	1,08	1
Suisse (2)	100,9	1,4	15.740	1	2.880	6,3	2,85	1	252	0,9	0,25	16
Suède	96,7	1,3	11.620	4	390	0,9	0,40	8	987	3,5	1,02	2
Belgique	84,1	1,2	8.530	14	2	0,0	0,00	14	501	1,8	0,60	6
Autriche	67,1	0,9	8.900	12	-87	-0,2	-0,13	17	354	1,3	0,53	8
Norvège	56,3	0,8	13.680	2	177	0,4	0,31	9	559	2,0	0,99	3
Danemark	53,9	0,7	10.530	7	-35	-0,1	-0,06	15	415	1,5	0,77	4
Finlande	47,7	0,7	9.890	9	46	0,1	0,10	13	144	0,5	0,30	12
Nouvelle-Zélande	23,5	0,3	7.400	16	45	0,1	0,19	11	65	0,2	0,28	14
Total	7.239,3	100,0	10.610		45.542	100,0	0,63		27.851	100,0	0,38	

1. Sans les départements et territoires d'outre-mer, les flux français d'aide publique au développement ont atteint 2.634 millions de dollars, soit 0,41 % du PNB de la France.
2. Les flux suisses d'aide publique au développement déclarés à l'OCDE comprennent l'émission de "notes" dont l'encaissement n'a pas eu lieu en 1982 (voir précisions sous les tableaux 2.1.A. et 3.5.). Les déboursements effectifs ont seulement atteint 241 millions de dollars, soit 0,24 % du PNB de la Suisse.

Sources : OCDE, chiffres provisoires communiqués en septembre 1983. Pour la Suisse, voir aussi sources du tableau 2.1.A.

2.3. FLUX DE CAPITAUX PRIVES DESTINES AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT

A. MOUVEMENTS NETS DECLARES PAR LA SUISSE (1980, 1981 et 1982)

Catégories	1980	1981	1982 p	1980	1981	1982 p
	En millions de francs			En % du PNB		
Investissements directs	590,7	667,7	419,5	0,33	0,34	0,20
Crédits à l'exportation	275,5	-34,8	-38,5	0,16	-0,02	-0,02
Investissements de portefeuille	2.955,8	2.758,8	2.331,2 ⁽¹⁾	1,67	1,42	1,14 ⁽¹⁾
Flux bancaires	159,1	496,8	3.135,0	0,09	0,26	1,53
Total	3.981,2	3.888,5	5.847,3	2,25	2,00	2,85
PNB de la Suisse	177.345	193.975	204.810	100,00	100,00	100,00

1. Remboursements des emprunts de pays en développement non compris (voir tableau 2.4.C.1)

Notes :

Les catégories de flux financiers figurant dans le tableau ont été définies par le Comité d'aide au développement de l'OCDE :

- Les flux d'**investissements directs** correspondent à la variation de l'actif net que les filiales représentent dans la comptabilité de la société-mère. Ils ne sont pas forcément accompagnés de transferts de capitaux au sens de la définition de la balance des paiements donnée par le Fonds monétaire international. La statistique est fondée sur les données communiquées par les entreprises.
- Les **crédits à l'exportation** sont des prêts, garantis ou non, accordés pour une durée de plus d'un an pour l'achat de marchandises dans le pays bailleur des fonds.
- Les **investissements de portefeuille** comprennent deux types de flux :
 - Les apports bilatéraux : souscription d'obligations, de reconnaissances de dettes ("notes"), achat d'actions ordinaires (sans prise de participation), achat de biens immobiliers de caractère non commercial, etc.
 - Les apports multilatéraux : souscription d'obligations émises par les organisations internationales de développement, prêts, etc.
- Les **flux bancaires** représentent la variation annuelle des avoirs nets détenus par les banques résidentes et leurs filiales à l'étranger vis-à-vis des pays en développement. Les opérations fiduciaires ne sont pas comptées.

Pour davantage de précisions concernant ces quatre catégories de flux, voir notes au bas des tableaux de la section 2.4.

Sources :

- DDA et OFAEE, *Mémorandum de la Suisse au Comité d'aide au développement*, établi annuellement.
- *La Vie économique*, septembre 1983.

2.3. FLUX DE CAPITAUX PRIVES DESTINES AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT (fin)

B. MOUVEMENTS NETS DECLARES PAR L'ENSEMBLE DES PAYS MEMBRES DU CAD (1980, 1981 et 1982)

Catégories	1980	1981	1982 p	1980	1981	1982 p
	En millions de dollars			En % du PNB		
Investissements directs	10.458	15.749	9.641	0,14	0,22	0,13
Crédits à l'exportation	11.490	10.549	7.052	0,16	0,14	0,10
Investissements de portefeuille	18.713	29.190	28.849	0,26	0,40	0,40
Total	40.661	55.489	45.542	0,56	0,76	0,63
PNB des pays du CAD	7.212.800	7.289.100	7.239.300	100,00	100,00	100,00

Note :

La définition des rubriques est la même que celle du tableau précédent (classification établie par le CAD), mis à part les flux bancaires qui sont inclus ici dans les autres catégories de flux de capitaux privés.

Sources : OCDE, *Coopération pour le développement*, Examen 1982, Annexe statistique, et informations communiquées en septembre 1983.

2.4. REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES FLUX SUISSES DE CAPITAUX PRIVES DESTINES AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT

A. INVESTISSEMENTS DIRECTS

1. Mouvements nets (1) par continents (1980, 1981 et 1982)

Continents (pays en développement)	1980	1981	1982 p	1980	1981	1982 p
	En millions de francs			En % du total		
Afrique	41,5	24,0	36,7	7,0	3,6	8,8
Amérique	332,6	430,0	227,0	56,3	64,4	54,1
Asie	77,2	126,7	124,1	13,1	19,0	29,6
Europe	139,3	87,0	31,6	23,6	13,0	7,5
Total	590,7	667,7	419,5	100,0	100,0	100,0

1. Investissements bruts (y compris réinvestissements de bénéfices) moins rapatriement de capitaux (désinvestissements) = investissements nets. Les rapatriements de bénéfices ne sont pas pris en compte dans la statistique.

2. Effectifs du personnel employé par les entreprises suisses dans les pays en développement (1980, 1981 et 1982)

Continents (pays en développement)	1980	1981	1982	1980	1981	1982
	Nombre de personnes			En % du total		
Afrique	9.348	9.481	9.443	6,5	6,6	6,7
Amérique	86.068	82.256	78.312	59,6	57,7	55,8
Asie	26.925	28.662	28.738	18,6	20,1	20,5
Europe	22.104	22.191	23.952	15,3	15,6	17,0
Total	144.445	142.590	140.445	100,0	100,0	100,0

Source :

DDA et OFAEE, *Mémorandum de la Suisse au Comité d'aide au développement*, établi annuellement.

2.4. REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES FLUX SUISSES DE CAPITAUX PRIVES DESTINES AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT (suite)

B. CREDITS A L'EXPORTATION

1. Mouvements nets (1) par continents (1980, 1981 et 1982)
Crédits (garantis et non garantis) de plus d'un an

Continents (pays en développement)	1980	1981	1982 p
	En millions de francs		
Afrique	76,5	-21,4	17,4
Amérique	1.004,7	306,1	-41,4
Asie	-627,7	-232,1	60,2
Europe	-178,0	-87,4	-74,7
Total	275,0	-34,8	-38,5

1. Nouveaux crédits moins remboursements = crédits nets. Les intérêts ne sont pas déduits des apports de la Suisse.

Source : DDA et OFAEE, *Mémorandum de la Suisse au Comité d'aide au développement*, établi annuellement.

2. Montant des garanties assurées par la Confédération
Situation au 31 décembre 1980, 1981 et 1982

Groupes de pays	1980	1981	1982	1980	1981	1982
	En millions de francs			En % du total		
Pays en développement :						
Afrique	3.896	3.785	3.647	27,2	25,8	26,8
Amérique	3.312	3.299	3.139	23,1	22,5	23,0
Asie	4.609	5.388	4.755	32,1	36,8	34,9
Europe	2.531	2.180	2.078	17,6	14,9	15,3
Total	14.348	14.654	13.619	100,0	100,0	100,0
Ensemble du monde	25.282	22.279	19.693	100,0	100,0	100,0
Pays industrialisés	8.593	5.372	3.687	34,0	24,1	18,7
Pays socialistes	2.341	2.253	2.387	9,3	10,1	12,1
Pays en développement dont PRF (1)	14.348 ..	14.654 1.870	13.619 2.300	56,7 ..	65,8 8,4	69,2 11,7

1. "Pays à revenu faible" (revenu par habitant inférieur à 600 \$ en 1980). Cette catégorie de pays, qui a été définie par l'OCDE, comptait 67 pays en 1982.

Source :

OFAEE, Service de la garantie des risques à l'exportation (GRE), Documentation pour la presse concernant les comptes annuels de la GRE, 1980, 1981 et 1982.

2.4. REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES FLUX SUISSES DE CAPITAUX PRIVES DESTINES AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT (suite)

C. INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE

1. Emprunts nets (1) sur le marché suisse des capitaux (1980, 1981 et 1982)

Emprunteurs	1980	1981	1982 p	1980	1981	1982 p
	En millions de francs			En % du total		
Institutions internationales de financement du développement (2)	1.283,7	1.676,0	2.001,1	43,4	60,8	85,8
Pays en développement	1.672,1	1.082,8	330,1 ⁽³⁾	56,6	39,2	14,2 ⁽³⁾
Afrique	..	-0,4	0,0	..	-0,0	0,0
Amérique	..	767,8	280,1	..	27,8	6,8
Asie	..	-2,9	0,0	..	-0,1	0,0
Europe	..	318,3	50,0	..	11,5	2,1
Total	2.955,8	2.758,8	2.331,2	100,0	100,0	100,0

1. Emprunts sous forme d'obligations et de reconnaissances de dette à moyen terme ("notes") que les banques placent auprès du public ou auprès de leurs principaux clients. Les montants empruntés par les pays en développement comprennent aussi des crédits bancaires.

Les chiffres figurant dans le tableau représentent en principe des mouvements nets de capitaux (nouveaux emprunts moins remboursements). La statistique ne prend pas en compte les paiements d'intérêts effectués par les débiteurs.

2. Banque mondiale et banques régionales de développement.

3. Remboursements non compris.

Source : DDA et OFAEE, *Mémorandum de la Suisse au Comité d'aide au développement*, établi annuellement.

2.4. REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES FLUX SUISSES DE CAPITAUX PRIVES DESTINES AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT (fin)

D. FLUX BANCAIRES

1. Variations des avoirs nets (1) des banques vis-à-vis des pays en développement (1980, 1981 et 1982 p)

Continents (pays en développement)	1980	1981	1982 p
	En millions de francs		
Afrique	227,8	1.281,9	2.211,2
Amérique	931,2	2.780,0	4.344,8
Asie	-2.254,3	-4.033,0	-4.819,7
<i>Export. pétrole à excédents de capitaux (2)</i>	<i>-2.294,5</i>	<i>-3.755,0</i>	<i>-5.306,8</i>
<i>Autres pays d'Asie</i>	<i>40,2</i>	<i>-278,0</i>	<i>487,1</i>
Europe	1.254,4	467,9	1.398,7
Total	159,1	496,8	3.135,0

1. Variation annuelle des avoirs (moins engagements) à court et à long termes, qui figurent dans les bilans des banques établies en Suisse et de leurs comptoirs à l'étranger (bilans consolidés). Les opérations fiduciaires ne sont donc pas comptées. Cette statistique ne comprend ni les crédits à l'exportation (voir tableau 2.4.B.1.) ni les crédits bancaires compris dans le montant des emprunts sur le marché suisse des capitaux (voir tableau 2.4.C.1., note 1).
2. Pays de l'OPEP "à excédents de capitaux" (définition de la Banque mondiale) : Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Irak, Iran, Koweït, Qatar.

Source : DDA et OFAEE, *Mémoire de la Suisse au Comité d'aide au développement*, établi annuellement.

2.5. APERÇU DES RELATIONS FINANCIERES AVEC LE MONDE

A. EXPORTATIONS SUISSES DE CAPITAUX SOUMISES A AUTORISATION (1) (1980, 1981 et 1982)

Destination	1980	1981	1982 p	1980	1981	1982 p
	En millions de francs			En % du total		
Pays industrialisés	16.930	23.794	29.129	72,6	73,9	77,6
dont : <i>organisations européennes de développement (2)</i>	907	892	1.099	3,9	2,8	2,9
Pays socialistes d'Europe	722	1.341	539	3,1	4,2	1,4
Pays socialistes d'Asie	112	102	0	0,5	0,3	0,0
Pays en développement	5.558	6.968	7.864	23,8	21,6	21,0
dont : <i>OPEP</i>	434	467	127	1,9	1,4	0,3
<i>autres pays organisations internationales de développement (3)</i>	3.430	4.508	3.711	14,7	14,0	9,9
Total	23.322	32.205	37.532	100,0	100,0	100,0

1. Il s'agit de montants de 10 millions de francs au moins.
2. Banque européenne d'investissement (BEI), Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), Euratom, Fonds de Rétablissement du Conseil de l'Europe, etc.
3. Banque mondiale et banques régionales de développement (Asie, Amérique, etc.).

Source : BNS, *Bulletin mensuel*, août 1980, 1981 et 1982, tableaux 33 et 34.

Note :

Les exportations de capitaux soumises à autorisation (selon l'article 8 de la loi sur les banques) ont principalement eu lieu sous la forme d'emprunts étrangers, d'émissions de "notes" (reconnissances de dettes), de crédits financiers et de crédits à l'exportation. La BNS précise à ce sujet : "une part importante des emprunts étrangers et des 'notes' est acquise par des non-résidents, et ne peut être considérée comme une véritable exportation de capitaux" (*Les banques suisses en 1979*, p. 39).

2.5. APERÇU DES RELATIONS FINANCIERES AVEC LE MONDE (suite)

B. AVOIRS ET ENGAGEMENTS A L'ETRANGER DES BANQUES ET DES SOCIETES FINANCIERES ETABLIES EN SUISSE (Répartition par pays)

1. Avoirs et engagements figurant aux bilans

Situation au 31 déc. 1982 et augmentation du solde par rapport à 1981

Pays	Avoirs	Engagements	Solde	Couverture	Augm. solde
	En millions de francs			Avoirs/Engag.	Mio fr.
Pays qui participent à l'enquête de la BRI (1) :	151.990	101.984	50.006	1,49	9.418
Rép. féd. d'Allemagne	14.315	7.968	6.347	1,80	-248
France	15.183	14.304	879	1,06	-1.252
Royaume-Uni	45.506	30.291	15.216	1,50	6.142
Italie	7.105	9.928	-2.823	0,72	-465
Belgique	6.592	4.004	2.588	1,65	1.119
Pays-Bas	5.722	3.481	2.240	1,64	1.759
Luxembourg	7.609	4.909	2.700	1,55	-136
Autriche	5.345	2.491	2.853	2,15	-621
Danemark	2.386	726	1.661	3,29	-501
Suède	3.291	797	2.494	4,13	218
Etats-Unis	27.096	20.778	6.318	1,30	1.192
Canada	4.586	1.006	3.581	4,56	513
Japon	7.255	1.302	5.953	5,57	1.698
Autres pays d'Europe occ. :	16.070	18.048	-1.978	0,89	-1.747
Norvège, Finlande	3.187	635	2.552	5,02	92
Espagne	3.867	2.983	884	1,30	41
Portugal	929	693	237	1,34	12
Liechtenstein	3.629	8.237	-4.607	0,44	-1.459
Autres pays (2)	4.458	5.501	-1.043	0,81	-248
Europe orientale (3)	4.750	1.544	3.206	3,08	-781
Zone des Caraïbes (4)	14.883	14.565	318	1,02	-983
Amérique latine :	13.318	6.206	7.112	2,15	-1.385
Amérique centrale (5)	3.300	1.388	1.912	2,38	-1.207
Argentine	2.566	1.434	1.132	1,79	-335
Bésil	3.226	1.259	1.966	2,56	77
Autres pays	4.226	2.124	2.102	1,99	80
Afrique :	7.760	3.358	4.402	2,31	375
Afrique du Nord (6)	1.027	801	226	1,28	-327
Rép. d'Afrique du Sud	2.976	530	2.446	5,62	448
Autres pays	3.757	2.027	1.730	1,85	255
Moyen-Orient :	6.314	15.705	-9.390	0,40	1.038
Israël	768	1.321	-553	0,58	-189
Liban	648	1.294	-645	0,50	-4
Autres pays (7)	4.898	13.090	-8.192	0,37	1.231
Asie :	10.337	7.199	3.138	1,44	2.079
Inde	173	518	-345	0,33	-44
Pakistan	51	156	-105	0,33	-55
Singapour	3.281	1.811	1.470	1,81	1.137
Rép. pop. de Chine	61	306	-245	0,20	130
Autres pays d'Asie et d'Océanie	4.078	4.016	62	1,02	282
Australie, Nouvelle-Zélande	2.693	393	2.300	6,85	630
Métaux précieux	2.137	23.546	-21.409	0,09	-5.136
TOTAL (8)	227.558	192.154	35.404	1,18	2.879

Voir notes après le prochain tableau.

2.5. APERÇU DES RELATIONS FINANCIERES AVEC LE MONDE (fin)

B. AVOIRS ET ENGAGEMENTS A L'ETRANGER DES BANQUES ET DES SOCIETES FINANCIERES ETABLIES EN SUISSE (Répartition par pays)

2. Avoirs et engagements à titre fiduciaire
Situation au 31 déc. 1982 et augmentation du solde par rapport à 1981

Pays	Avoirs	Engagements	Solde	Couverture	Augm. solde
	En millions de francs			Avoirs/Engag.	Mio fr.
Pays qui participent à l'enquête de la BRI (1) :	146.402	51.280	95.122	2,85	10.395
Rép. féd. d'Allemagne	5.722	4.990	782	1,16	189
France	14.762	12.370	2.392	1,19	1.920
Royaume-Uni	43.315	8.856	34.458	4,89	14.213
Italie	1.101	12.848	-11.747	0,09	923
Belgique	14.277	4.078	10.199	3,50	-4.805
Pays-Bas	23.816	1.735	22.082	13,73	-4.655
Luxembourg	31.868	963	30.905	33,09	810
Autriche	2.408	951	1.458	2,53	-583
Danemark	297	73	224	4,08	235
Suède	405	230	175	1,76	-522
Etats-Unis	6.150	2.976	3.174	2,07	3.397
Canada	2.230	929	1.301	2,40	-625
Japon	2	281	279	0,01	99
Autres pays d'Europe occ. :	3.744	26.430	-22.686	0,14	58
Norvège, Finlande	230	157	73	1,47	98
Espagne	299	3.654	-3.354	0,08	-463
Portugal	44	1.282	-1.239	0,03	221
Liechtenstein	380	14.872	-14.493	0,03	1.105
Autres pays (2)	2.791	6.465	-3.674	0,43	-461
Europe orientale (3)	21	75	-54	0,28	-21
Zone des Caraïbes (4)	9.531	19.624	-10.093	0,49	-3.037
Amérique latine :	1.577	9.676	-8.099	0,16	25
Amérique centrale (5)	151	2.013	-1.862	0,07	2.186
Argentine	802	3.338	-2.536	0,24	-1.198
Bésil	241	1.983	-1.742	0,12	-199
Autres pays	383	2.343	-1.960	0,16	-765
Afrique :	924	6.538	-5.614	0,14	-865
Afrique du Nord (6)	147	1.291	-1.144	0,11	192
Rép. d'Afrique du Sud	57	360	-303	0,16	22
Autres pays	720	4.887	-4.167	0,15	-696
Moyen-Orient :	1.045	28.588	-27.542	0,04	-9.967
Israël	255	1.451	-1.196	0,18	-120
Liban	108	3.408	-3.301	0,03	-427
Autres pays (7)	683	23.728	-23.045	0,03	-9.419
Asie :	1.222	4.883	-3.661	0,25	943
Inde	1	729	-729	0,00	-107
Pakistan	0	470	-470	0,00	20
Singapour	66	609	-543	0,11	-272
Rép. pop. de Chine	6	10	-4	0,56	15
Autres pays d'Asie et d'Océanie	813	2.793	-1.981	0,29	595
Australie, Nouvelle-Zélande	337	271	65	1,24	-4
TOTAL	164.465	147.094	17.371	1,12	-4.355

Voir notes page suivante.

Notes des tableaux 2.5.B.1. et 2.5.B.2.

1. Pays qui participent à l'enquête de la Banque des règlements internationaux (BRI) sur les capitaux bancaires internationaux, Irlande non comprise.
2. Andorre, Gibraltar, Grèce, Irlande, Islande, Yougoslavie, Malte, Monaco, Turquie, Vatican, Chypre.
3. Albanie, Bulgarie, Rép. dém. allemande, Pologne, Roumanie, URSS, Tchécoslovaquie, Hongrie.
4. Antilles Néerlandaises, Iles Bahamas, Iles Bermudes, Iles Cayman, Rép. dominicaine, Haïti, Jamaïque, Iles Vierges, Cuba, Indes occidentales, Trinidad/Tobago, Panama.
5. Mexique, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Costa Rica.
6. Maroc, Algérie, Tunisie.
7. Irak, Iran, Jordanie, Koweït et autres territoires du golfe Persique, Arabie saoudite, Syrie, Yémen, Libye, Egypte.

Note du tableau 2.5.B.1.

8. Y compris les opérations réalisées par les comptoirs à l'étranger des banques suisses; ces opérations forment le 38,3 % de l'ensemble des avoirs à l'étranger et le 38,7 % de l'ensemble des engagements envers l'étranger.

Source : BNS, *Les banques suisses en 1982*, pp. 54-57.